

7 Octobre 2011 : Conférence de la CEC sur les Managers dans une économie en crise



J. CHATZIMARKAKIS, MEMBRE DU PARLEMENT EUROPÉEN

Attachée à l'idée de la construction européenne et consciente des risques pour l'Europe de la crise en Grèce, la CEC a souhaité se rendre sur place pour comprendre et mettre en perspective la crise grecque dans son contexte européen.

La crise grecque

La Grèce est confrontée à un grave problème de gouvernance. Les parties politiques nationales s'accusent mutuellement de la mauvaise gestion qui a poussé le pays au bord du gouffre. En pratique, ils peinent à introduire des réformes structurelles d'envergure, nécessaires pour assainir l'économie. A cela s'ajoutent des difficultés de communication avec la population, évoquées à plusieurs reprises durant nos échanges. Il y a une profonde remise en question de la crédibilité des messages provenant des politiciens. Pour redonner espoir et insuffler la volonté du changement, il faut d'abord gagner la confiance des citoyens.

« Apportez des changements dans les institutions, et les changements culturels et dans les mentalités suivront » nous a dit Michael Pagidas, Président de l'Association grecque des cadres

supérieurs et dirigeants (ACEO). La Grèce souffre de problèmes structurels : une mauvaise administration publique, de la fraude fiscale, de la corruption, un système de pension coûteux, et surtout l'omniprésence de l'Etat à l'origine de la rigidité des marchés. Le gouvernement et la Troïka n'ont jusqu'à présent pas su prendre les mesures adéquates pour sécuriser la sortie de la crise. Les mesures envisagées se sont essentiellement concentrées sur la réduction du déficit impliquant des politiques d'austérité. A long terme, cette stratégie n'est pas viable. En 2010, la productivité du travail a baissé de 6% en Grèce et les dépenses en investissement ont chuté de 18% au deuxième semestre 2011 comparées aux chiffres de l'année précédente. Le facteur croissance, indispensable pour relancer l'économie, a été complètement perdu de vue. Les prévisions de recettes étaient trop élevées, d'autant plus que le gouvernement grec a privilégié la hausse des taxes aux coupes dans les dépenses. Par rapport à l'objectif pour 2011 de parvenir à un déficit de 7,6%, les dernières estimations annoncent en réalité 8,5%.

Un autre danger menace l'économie grecque : la crise bancaire. Depuis des

années déjà, les banques ont fourni des crédits à bas coût à la Grèce, alors que ces opérations n'étaient pas saines. Les créiteurs avaient forcément connaissance de la réalité derrière les chiffres surévalués qui étaient annoncés.

Néanmoins, la plupart des intervenants ont souligné le potentiel considérable de la Grèce : des ressources énergétiques naturelles en abondance (soleil, vent et eau), des ressources minières encore non exploitées (or et autres métaux), un avantage compétitif dans des secteurs tels que le tourisme, l'énergie ou l'agriculture.

Les managers grecs ont des idées à proposer pour mettre en place des solutions. Pourquoi ne pas les écouter ?

- Il faut passer d'un modèle de consommation à un modèle de production. La Grèce a un problème de compétitivité à régler. Mais pour cela, elle doit pouvoir attirer des investisseurs. Il est urgent d'ouvrir les marchés en éliminant les réglementations inutiles. Le processus de privatisation doit aussi être accéléré.
- Des réformes structurelles doivent être menées. Il y a un besoin d'assainissement des finances publiques et de réformer le système fiscal. Les institutions et les administrations peuvent être réorganisées avec l'introduction de systèmes d'évaluations encourageant la performance et l'efficacité. Le potentiel des régions reste encore à exploiter à travers un processus de décentralisation.
- La tendance chez les jeunes générations grecques est de tenter de construire leur avenir à l'étranger. Dans la course mondiale aux talents, la Grèce doit envisager des stratégies pour attirer ses jeunes diplômés et les inciter à s'investir dans des projets de développement locaux.

Le message est clair : la Grèce a besoin de changement. Mais la crise que traverse actuellement le pays s'est développée en corrélation avec les bouleversements mondiaux qui ont affecté l'économie de toute l'Europe. La Grèce ne peut pas être mise en cause pour tous les maux de l'Europe.

l'Europe était remis en question. L'un des messages fort de la conférence est de repenser la gouvernance de l'Union européenne. A l'heure actuelle, ce sont les marchés qui ont pris le contrôle au point qu'ils menacent la stabilité de plusieurs pays européens. Il est temps d'imposer des



Un chiffre significatif a été rappelé lors de la conférence : la Grèce ne représente que moins de 2% de la dette européenne.

La crise est aussi européenne

Plusieurs intervenants ont rappelé le projet des pères fondateurs de l'Europe qui après la Seconde guerre mondiale ont cherché à unifier les pays de l'Europe autour d'intérêts communs pour éviter les divisions et les conflits. Aujourd'hui ce projet s'est essoufflé. Les participants à la conférence regrettent que les pays membres de l'Europe aient perdu ce lien de solidarité qui les avait d'abord rassemblés.

Les causes de la crise que traverse l'Europe ont des origines beaucoup plus lointaines et les enjeux sont plus complexes que le problème qui sévit en Grèce. Un élément déclencheur identifié par les intervenants est l'échec du Pacte de stabilité et de croissance. Dès le moment où la France et l'Allemagne n'ont pas respecté l'accord, l'équilibre financier de

réglementations au niveau européen et de garantir la stabilité de l'Union. Mais pour cela, les pays membres de l'Union doivent être prêts à établir une tête commune qui définisse les lois et les sanctions d'une seule voix. Le système de coordination actuel a démontré ses faiblesses et surtout son manque de réactivité dans des situations critiques. Or il est trop tard pour revenir en arrière. Au regard notamment de la zone euro, le coût d'un retour aux monnaies nationales serait encore plus important que le coût du soutien aux pays déficitaires.

La responsabilité des managers

Les cadres et managers sont ceux qui peuvent montrer l'exemple et inspirer. Ils sont responsables au quotidien de la gestion de crise et savent prendre des décisions rapides pour réagir à des événements inattendus. Dans le contexte actuel, ils doivent soutenir la société et contribuer à demander les changements nécessaires aux gouvernements, aux politiciens et aux décideurs européens.

Les cadres ont une vision d'ensemble des besoins du marché du travail et de l'économie. Ils anticipent les changements et peuvent identifier les manques à venir aussi bien en termes de compétences, que d'investissements. Des synergies pourraient être établies entre les managers et les différents décisionnaires pour mieux préparer les stratégies de relance de l'économie européenne.

La culture du management évolue à travers l'Europe : elle s'ouvre au pluralisme des modèles de management. Les membres de la CEC voient une nouvelle éthique se développer, plus proche d'un management entrepreneurial, demandeuse d'innovation et d'une capacité à réagir rapidement au changement. Dans cette perspective, le potentiel des jeunes générations doit être mieux exploité.

Deux organisations de cadres et managers membres de la CEC sont actives en Grèce : HMA et ACEO. Ces organisations ont des solutions à proposer pour trouver une sortie de la crise en Grèce. Il est regrettable que les décideurs et politiciens Grecs ne soient pas prêts à écouter leurs messages.

La contribution de la CEC

Faire la synthèse, objectiver les problèmes, faire la part des responsabilités au niveau des pays et au niveau européen et transmettre un message clair lors du Sommet social européen du 17 octobre 2011 (voir article suivant).

